

**Destinataire :**  
CABINET LEXIA  
Me Victoire DEFOS du RAU  
37 rue de Belfort  
33077 BORDEAUX

**Dossier :** CU 33141 25 0 0008

**Demande en date du :** 04/06/2025

**Adresse du terrain :**  
10 route de la Brune, 33750 Croignon

Pour votre information complète, vous devez prendre connaissance des documents produits en réponse à ce dossier de demande de CU.

**TERRAIN DE LA DEMANDE**

**ADRESSE**

**Numérotage :** 10 route de la Brune, 33750 Croignon

**CADASTRE** (sections et numéros) : A 414;

**SUPERFICIE** : 919 m<sup>2</sup> (sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)

**OBJET DE LA DEMANDE**

Demande en vue de connaître les dispositions d'urbanisme applicables au terrain :  
article L. 410-1 alinéa a du code de l'Urbanisme.

**REPONSE A LA DEMANDE**

Informations délivrées au titre de l'article L. 410-1 alinéa a, du Code de l'Urbanisme :  
**Certificat d'Urbanisme de simple information.**

**ACCORDS NÉCESSAIRES**

En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord du ministre ou de son délégué chargé :

- des monuments historiques : néant
- des sites : néant
- de la protection de la nature et de l'environnement : néant
- de la DRAC (Redevance d'Archéologie Préventive) : néant
- du Conseil départemental (route nationale ou départementale) : néant

Terrain situé en zone de sismicité : Oui, zone de sismicité 2 où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières - Arrêté du 22 octobre 2010.

Terrain situé dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques Technologiques : **Non**

Terrain situé dans le périmètre de NATURA 2000 : **Non**

**NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES**

Règlement National d'Urbanisme (RNU) ? **Non**  
Existe-t-il sur votre commune une Carte Communale ? **Non**  
Votre commune est-elle dotée d'un Plan d'Occupation des sols (POS) ? **Non**

Votre commune est-elle dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ? **Oui, Vu le PLU approuvé en Mairie le 22/02/2019.**

Si oui, dans quelle zone se trouve l'immeuble ? **Zone UC**  
Quel est le pourcentage d'emprise au sol ? **15 %**

Existe-t-il un coefficient d'occupation des sols (COS) ? **Non**  
Existe-t-il un plafond légal de densité (PLD) ? **Non**

**Avant tout dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme, il est recommandé au pétitionnaire de se rapprocher du Service Urbanisme, afin de vérifier la compatibilité de son projet avec le règlement en vigueur.**

### **DROIT DE PRÉEMPTION**

Le terrain est-il soumis au Droit de Préemption Urbaine (D.P.U) ? **Oui**  
Le terrain est-il soumis au Droit de Préemption Urbaine Renforcé (D.P.U) ? **Non**  
Le terrain est-il soumis au droit de préemption d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) ? **Non**  
Le terrain est-il soumis au droit de préemption des espaces naturels et sensibles des départements ? **Non**

Le terrain est-il soumis à un autre droit de préemption ? **Non**  
Si oui, lequel ainsi que son bénéficiaire :

### **OPÉRATIONS**

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) ? **Non**

Le terrain est-il situé dans un emplacement réservé ? **Non**

Le terrain est-il situé dans une autre opération ? **Non**  
Si oui, laquelle ainsi que son bénéficiaire ?

### **SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Le bien est-il situé dans une zone d'environnement protégé ? **Non**  
Le bien est-il situé dans un site inscrit ? **Non**  
Le bien est-il situé dans une zone de captage des eaux ? **Non**  
Le bien est-il situé dans une zone de rénovation urbaine ? **Non**  
Le bien est-il situé dans un périmètre de restauration immobilière ? **Non**  
Le bien est-il situé dans un périmètre de résorption de l'habitat insalubre ? **Non**  
Le bien est-il situé dans un secteur sauvegardé ? **Non**  
Le bien est-il situé dans une aire de mise en valeur de l'architecte et du patrimoine (AVAP) ? **Non**  
Le bien est-il situé à proximité d'un site ou monument historique ? **Non**  
Si oui, lequel :

Quel est le type de voie desservant ce bien ? **Départementale**

Le bien est-il frappé d'alignement ? **Non**  
Si oui, quel est l'emprise de cet alignement ?

Le bien est-il concerné par une autre servitude d'utilité publique ?  
Si oui, laquelle :

#### **Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol :**

Le terrain est-il situé en bordure des voies ferrées (T.1) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité d'infrastructures de transport d'hydrocarbures (I.1) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité d'infrastructures de transport de gaz (I.3) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité de lignes à haute tension (I.4) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité des cimetières protégés (INT.1) ? **Non**

Le terrain est-il situé à proximité des cours d'eau non domaniaux (A.4) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité d'un chemin de halage et de marchepied (EL.3) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité des routes express et des déviations d'agglomérations (EL.11) ?  
**Non**  
Le terrain est-il situé à proximité d'une zone submersible (PM.1) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité des lignes relatives aux transmissions radioélectriques (PT2) ? **Non**  
Le terrain est-il situé à proximité des lignes et installations relatives aux communications téléphoniques (PT3) ? **Non**  
Le terrain est-il situé dans une zone à risques de carrières souterraines ? **Non**  
Le terrain est-il situé dans le périmètre d'isolement acoustique ? **Non**

### **ASSAINISSEMENT**

A-t-il été mis en place un contrôle obligatoire de l'assainissement **non collectif** ? **Oui**  
Si oui, quel est le service chargé du contrôle de l'assainissement ? SIAEPA Bonnetan  
Le bien est-il situé dans une zone équipée d'un réseau d'assainissement collectif ? **Non**  
Si oui, le bien est-il raccordé et conforme ?  
A-t-il été mis en place un contrôle obligatoire de l'assainissement **collectif** ? **Non**  
Si oui, quel est le service chargé du contrôle de l'assainissement ?  
Existe-t-il un réseau de collecte des eaux pluviales ? **Non**

### **PERMIS DE CONSTRUIRE**

Ce bien a-t-il fait l'objet d'un permis de construire dans les 10 dernières années ? **Non**  
Si oui, quel est le numéro et la date du permis ?  
Pour quels travaux ?  
Les travaux sont-ils terminés ?  
Quelle est la date d'achèvement des travaux ?  
Les travaux sont-ils considérés comme conformes ?

### **LOTISSEMENT**

Ce bien est-il situé dans un lotissement ? **Non**  
Si oui, s'agit-il d'un lotissement autorisé avant le 30 juin 1986 ?  
Si non, s'agit-il d'un lotissement autorisé depuis plus de 10 ans ?  
Si oui, les colotis ont-ils demandé le maintien des règles d'urbanisme ?  
Les voiries, espaces verts et autres espaces communs du lotissement ont-ils été transférés au profit de la commune ?

### **AUTRES RENSEIGNEMENTS**

Ce bien est-il concerné par un espace boisé classé (EBC) ? **Non**  
Ce bien est-il situé dans un périmètre d'un plan de prévention des risques naturels miniers et technologiques ? **Non**  
Ce bien est-il situé dans une zone contaminée par les termites ou à proximité d'un bien ayant fait l'objet d'une déclaration de présence de termites ? **Non**  
Ce bien a-t-il fait l'objet d'une déclaration de présence de mérules ? **Non**  
Le bien est-il situé dans une zone de présence d'un risque de mérules ? **Non**  
Ce bien a-t-il fait l'objet d'un arrêté de péril ou d'insalubrité ? **Non**  
La commune a-t-elle connaissance d'éventuelles pollutions pouvant exister sur le terrain objet de la présente vente ou à proximité de celui-ci ? **Non**  
Si oui, lesquelles ?  
Le terrain fait-il l'objet d'un classement en zone constructible postérieur au 13 janvier 2010 ? **Non**

Le terrain est-il constructible depuis plus de 18 ans ? **Oui**

La commune a-t-elle institué la taxe forfaitaire sur la cession de terrains nus ? **Oui (délibération 21/12/2011)**

En règle générale, existe-t-il à votre connaissance des servitudes ou projets en cours pouvant intéresser cet immeuble ? **Non**

Si oui, lesquels ?

## TAXES

Les contributions cochées ci-dessous seront prescrites, selon le cas par le permis de construire, le permis d'aménager, les prescriptions faites par l'autorité compétente à l'occasion d'une déclaration préalable (article L 332-28 du Code de l'Urbanisme).

☒ Taxe d'aménagement

☒ Redevance d'archéologie préventive (lorsque des fouilles sont prescrites en application de l'article 2 de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive).

Pour la taxe d'aménagement, les taux s'élèvent à :

- 5% pour le taux communal
- 1,3% pour le taux départemental
- 0,4% pour la redevance archéologique préventive

### PARTICIPATIONS :

Les contributions cochées ci-dessous pourront être prescrites (article L 332-28 du Code de l'Urbanisme) : par le permis de construire, le permis d'aménager ou les prescriptions faites par l'autorité compétente à l'occasion d'une déclaration préalable

- ☒ PFAC (Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif) : 4 969.67 €

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- ☒ Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L.332-8 du code l'urbanisme)

Etabli par La Mairie le 4 juin 2025

Le Maire,  
Frédéric COUSSO



Le présent certificat est exécutoire à la date de transmission au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée (article R. 410-19 du Code de l'Urbanisme).

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DUREE DE VALIDITE** : Le présent certificat a une durée de validité de 18 mois, à compter du jour de sa délivrance. Passé ce délai, aucune garantie du maintien des règles d'urbanisme, du régime des taxes et des servitudes administratives, indiquées dans le présent certificat, ne vous est assurée (article L. 410-1 du Code de l'Urbanisme).

- **PROROGATION** : Le présent certificat peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations applicables au terrain n'ont pas changé. La demande de prorogation (lettre sur papier libre et copie du certificat à proroger) doit être transmise en Mairie, en double exemplaire. Elle doit être formulée 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- **DIVISION DE TERRAIN** : tout propriétaire a la possibilité de diviser son terrain comme il l'entend, sauf si la division constitue un lotissement (*articles L. 442-1 et suivants, R. 442-1 et suivants du Code de l'Urbanisme*). Dans ce cas, il est nécessaire de déposer en Mairie, suivant les cas, soit un permis d'aménager, soit une déclaration préalable.

Toutefois, dans le cas d'une division postérieure au présent certificat d'urbanisme, les nouveaux lots de propriété issus de la division, qu'ils soient ou non bâtis, ne sont pas nécessairement constructibles compte tenu de leurs dimensions, de leurs formes et des règles d'urbanisme qui s'y appliquent, et ce, même si le certificat d'urbanisme indique que le terrain d'origine est constructible.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.